

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 4669

[2003/202176]

3 JULI 2003. — **Besluit van de de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 62;

Gelet op het advies van de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Op de voordracht van De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering waarbij door de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken wordt gewijzigd als volgt : « De kost voor de aankoop van het gebouw wordt overgenomen voorzover de authentieke aankoopakte van minder dan zes jaar dateert ten opzichte van de datum van toekenning van de subsidie. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Art. 3. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4670

[2003/202172]

13 NOVEMBRE 2003. — **Arrêté du Gouvernement wallon portant création du Service affectation de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 juillet 2003;

Vu le protocole n° 399 du Comité de secteur XVI, établi le 29 août 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n°35.939/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué un Service affectation auprès du Gouvernement wallon. Il est placé directement sous l'autorité du Ministre de la Fonction publique.

Art. 2. Le Service affectation a pour missions de gérer les réserves de recrutement afférentes aux concours organisés par le SELOR pour les services du Gouvernement wallon et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne et de désigner les lauréats des réserves de recrutement sur des emplois déclarés vacants pour les services du Gouvernement wallon et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Art. 3. Le Service établit tous les trois mois un rapport d'activités au Ministre de la Fonction publique décrivant de manière synthétique les travaux du Service. Le Ministre de la Fonction publique rend compte trimestriellement au Gouvernement wallon de l'avancement des travaux du Service.

Art. 4. Le personnel du Service comprend un directeur, un agent de niveau B, deux agents de niveau C et deux agents de niveau D désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre de la Fonction publique.

Pour pouvoir être désigné directeur, le candidat doit disposer d'une expérience avérée en matière de recrutement en Région wallonne.

Art. 5. Sous l'autorité du Ministre de la Fonction publique, le directeur est chargé de la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées.

Délégation est accordée au directeur pour prendre les décisions relatives aux missions définies à l'article 2 et pour signer les documents y afférents.

Art. 6. Les traitements des agents désignés par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 7. Le directeur bénéficie de l'échelle de traitement A4. Il bénéficie en outre d'une allocation équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour un conseiller par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

L'agent du niveau B bénéficie de l'échelle de traitement B3, les agents du niveau C bénéficient de l'échelle de traitement C3 et les agents du niveau D bénéficient de l'échelle de traitement D3. Ils bénéficient en outre d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour le personnel d'exécution par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Art. 8. Le personnel visé à l'article 4 a la qualité d'agent des services du Gouvernement et est détaché de son service pour la durée de sa désignation.

La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires détachés des services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

Art. 9. La situation pécuniaire des agents du service qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public, créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue à l'article 7, lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de l'agent du Service, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables aux agents du Service dans leur organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle.

Art. 10. Les agents du Service affectation ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que l'allocation visée à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 10, les agents du Service affectation bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 12. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis au statut des fonctionnaires de la Région, en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables aux agents du Service affectation.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux agents du Service affectation, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 21, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon; le montant de l'indemnité est équivalent :

a) à l'indemnité de conseiller pour le directeur;

b) à l'indemnité d'agent d'exécution pour les autres agents du Service affectation.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être fixée au prorata en cas de prestations à temps partiel. Elle n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours. Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée prorata temporis à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

Art. 13. L'allocation visée à l'article 7 est payée mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12^e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Art. 14. Délégation est accordée au chef de cabinet du Ministre de la Fonction publique pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01. du programme 01 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées aux agents du Service affectation.

Art. 15. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel au Service et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués aux agents du Service affectation.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 01 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués aux agents du Service affectation.

Art. 16. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonner toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 17. Le Ministère de la Région wallonne met à disposition du Service la logistique, les fournitures de bureau les locaux, les bureaux et le mobilier nécessaires au bon fonctionnement du Service.

L'équipement informatique est mis à disposition du Service.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Il cesse ses effets deux ans après son entrée en vigueur.

Art. 19. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4670

[2003/202172]

**13. NOVEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einrichtung eines Dienstes für Stellenzuweisungen innerhalb der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2000 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind;

Aufgrund des am 23. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 22. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 399 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 29. August 2003;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 24. Juli 2003 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 30. Oktober 2003 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 35.939/2;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Wallonischen Regierung wird ein Dienst für Stellenzuweisungen eingerichtet. Er wird direkt unter die Aufsicht des Ministers des öffentlichen Dienstes gestellt.

Art. 2 - Der Dienst für Stellenzuweisungen hat als Aufgaben, die Anwerbungsreserven bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die vom SELOR für die Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von der Wallonischen Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses organisiert werden, zu verwalten und die Personen, die in den Anwerbungsreserven stehen, für Stellen zu bezeichnen, die in den Dienststellen der Wallonischen Regierung und den von der Wallonischen Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses für frei erklärt worden sind.

Art. 3 - Alle drei Monate übermittelt der Dienst einen Tätigkeitsbericht an den Minister des öffentlichen Dienstes, in dem die Tätigkeiten des Dienstes auf synthetische Art beschrieben werden.

Alle drei Monate erstattet der Minister des öffentlichen Dienstes Bericht über den Fortgang der Arbeiten des Dienstes an die Wallonische Regierung.

Art. 4 - Das Personal des Dienstes besteht aus einem Direktor, einem Bediensteten der Stufe B, zwei Bediensteten der Stufe C und zwei Bediensteten der Stufe D, die von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes bezeichnet werden.

Um als Direktor bezeichnet werden zu können, muss der Bewerber über eine in Sachen Anwerbung in der Wallonischen Region erwiesene Erfahrung verfügen.

Art. 5 - Unter der Aufsicht des Ministers des öffentlichen Dienstes wird der Direktor mit der Ausführung der ihm anvertrauten Aufgaben beauftragt.

Dem Direktor wird Vollmacht erteilt, die Beschlüsse betreffend die in Artikel 2 bestimmten Aufgaben zu treffen und um die diesbezüglichen Unterlagen zu unterzeichnen.

Art. 6 - Die Gehälter der von der Wallonischen Regierung bezeichneten Bediensteten gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Art. 7 - Der Direktor hat Anspruch auf die Gehaltsstufe A4. Außerdem bezieht er eine Zuwendung, die der Kabinettszuwendung, die für einen Berater durch Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehen ist, entspricht.

Der Bedienstete der Stufe B hat Anspruch auf die Gehaltsstufe B3. Die Bediensteten der Stufe C haben Anspruch auf die Gehaltsstufe C3 und diejenigen der Stufe D auf die Gehaltsstufe D3. Außerdem beziehen sie eine jährliche Zuwendung, die der Kabinettszuwendung, die für die Ausführungspersonalmitglieder durch Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehen ist, entspricht.

Art. 8 - Das in Artikel 4 erwähnte Personalmitglied hat die Eigenschaft eines Bediensteten der Dienststellen der Regierung und wird für die Dauer seiner Bezeichnung von seiner Dienststelle entsandt.

Das Gehalt sowie die Mahlzeitschecks der Beamten, die von den Dienststellen der Regierung entsandt werden, bleiben zu Lasten von Letzteren.

Art. 9 - Die Besoldungslage der Bediensteten des Dienstes, die ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, trotzdem einem Ministerium, einer staatlichen Dienststelle, einer anderen öffentlichen Dienststelle, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten staatlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer im Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts, oder einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung angehören, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber mit der Auszahlung des Gehaltes einverstanden ist, bezieht der Betroffene die in Artikel 9 vorgesehene jährliche Zuwendungszulage; wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, erstattet die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Bediensteten des Dienstes, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zulage und Entschädigung zurück, gemäß den auf die Bediensteten des Dienstes in ihrer ursprünglichen Dienststelle anwendbaren Bestimmungen berechnet, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberlasten;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene eine das Gehalt ersetzende jährliche Zuwendung, zuzüglich der jährlichen Zuwendung.

Art. 10 - Die Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen können keine andere Gehaltsergänzung als die in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen beziehen.

Art. 11 - Vorbehaltlich des Artikels 10 beziehen die Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- und die Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung in der Höhe und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Art. 12 - § 1. Die Bestimmungen, die für die Mitglieder des Personals der wallonischen Ministerien und Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, die dem Statut der Beamten der Region in Bezug auf mit Dienstfahrten und mit der Benutzung von öffentlichen Verkehrsmitteln verbundene Aufenthaltskosten und Dienstfahrtkosten unterliegen, sind auf die Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen anwendbar.

§ 2. Eine jährliche pauschale Vergütung für Aufenthaltskosten kann den Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 21, § 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Vergütungen festgesetzt; der Betrag der Vergütung entspricht:

- a) der Vergütung eines Beraters für den Direktor;
- b) der Vergütung eines ausführenden Bediensteten für die anderen Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen.

Die Vergütung ist pro Monat und nachträglich zu zahlen und kann prorata temporis gerechnet werden, falls der Bedienstete einer Teilzeitbeschäftigung nachgeht. Die Vergütung wird nur dann gewährt, wenn die Funktion, mit welcher sie verbunden ist, während mehr als fünf Tagen innerhalb eines Monats ausgeübt wird.

Die Vergütung wird während der Abwesenheitszeiten, die fünf Tage innerhalb eines Monats nicht übersteigen, aufrechterhalten. Wenn die Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie prorata temporis auf der Grundlage von 1/30. des monatlichen Betrags pro Tag ausgezahlt.

Art. 13 - Die in Artikel 7 erwähnte Vergütung wird monatlich und nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung entspricht 1/12. des jährlichen Betrags. Wenn die monatliche Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie in Dreißigsteln gemäß den in dem Besoldungsstatut des Personals der Ministerien vorgesehenen Regeln ausgezahlt.

Art. 14 - Der Kabinettschef des Ministers des öffentlichen Dienstes wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 01 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit den Vergütungen und Zuwendungen, die den in Artikel 5, § 2, erwähnten Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen gewährt werden, verbunden ist.

Art. 15 - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SEPAC) wird mit der administrativen Unterstützung in Bezug auf das Personal des Dienstes und mit der Verwaltung der den Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen gewährten Gehälter, Vergütungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2. Der für die SEPAC verantwortliche Berater wird bevollmächtigt, um jegliche von dem ersten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 01 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt, den Vergütungen und den Zuwendungen, die den Bediensteten des Dienstes für Stellenzuweisungen gewährt werden, verbunden ist.

Art. 16 - Die weiter oben stehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten seine Befugnis, alle in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen, entzogen wird.

Art. 17 - Das Ministerium der Wallonischen Region stellt dem Dienst die Logistik, den Bürobedarf, die Räumlichkeiten, die Büros und das Mobiliar, die für deren reibungsloses Funktionieren nötig sind, zur Verfügung. Das Computersystem wird dem Dienst zur Verfügung gestellt.

Art. 18 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er tritt zwei Jahre nach seinem Inkrafttreten außer Kraft.

Art. 19 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 13. November 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4670

[2003/202172]

**13 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van een Dienst Affectatie van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juli 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 22 juli 2003;

Gelet op het protocol nr. 399 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 29 augustus 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 24 juli 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies nr. 35.939/2 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2003, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij de Waalse Regering een Dienst Affectatie opgericht. Hij staat onder rechtstreeks gezag van de Minister van Ambtenarenzaken.

Art. 2. De Dienst Affectatie heeft als opdrachten de wervingsreserves met betrekking tot de vergelijkende examens die door de SELOR worden georganiseerd voor de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren, te beheren en de laureaten van de wervingsreserves aan te wijzen in de vacant verklaarde betrekkingen voor de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren.

Art. 3. De Dienst stelt om de drie maanden een activiteitenverslag op ten behoeve van de Minister van Ambtenarenzaken, waarin de werkzaamheden van de Dienst samenvattend omschreven worden.

De Minister van Ambtenarenzaken brengt elk kwartaal verslag uit aan de Waalse Regering over de stand van de werkzaamheden van de Dienst.

Art. 4. Het personeel van de Dienst omvat een directeur, een personeelslid van het niveau B, twee personeelsleden van het niveau C en twee personeelsleden van het niveau D die door de Waalse Regering aangewezen worden op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken.

Om als directeur aangewezen te kunnen worden, dient de kandidaat te beschikken over een aangetoonde ervaring inzake werving in het Waalse Gewest.

Art. 5. Onder het gezag van de Minister van Ambtenarenzaken is de directeur belast met de uitvoering van de hem toevertrouwde opdrachten.

Er wordt delegatie verleend aan de directeur om de beslissingen te treffen met betrekking tot de opdrachten bepaald in artikel 2 en om de daarmee verband houdende stukken te ondertekenen.

Art. 6. De wedden van de personeelsleden aangewezen door de Waalse Regering gaan ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 7. De directeur krijgt de weddeschaal A4. Daarnaast krijgt hij een toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage voor een adviseur bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering.

Het personeelslid van niveau B krijgt de weddeschaal B3, de personeelsleden van niveau C de weddeschaal C3 en de personeelsleden van niveau D de weddeschaal D3. Daarnaast krijgen zij een jaarlijkse toelage die gelijk is aan de toelage voor uitvoerend personeel bepaald bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering.

Art. 8. Het personeel bedoeld in artikel 4 heeft de hoedanigheid van personeelslid van de diensten van de Regering en wordt gedetacheerd uit de dienst waar het te werk is gesteld voor de duur van de aanwijzing.

De bezoldiging, evenals de maaltijdcheques van de ambtenaren die gedetacheerd zijn uit de diensten van de Regering blijven ten laste van laatstgenoemden.

Art. 9. De geldelijke toestand van de personeelsleden van de Dienst die zonder deel uit te maken van de diensten van de Regering evenwel deel uitmaken van een Ministerie, een dienst van het Rijk of een andere overheidsdienst, van een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt als volgt geregeld :

1° indien de werkgever ermee instemt om de wedde verder te betalen, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage voorzien bij artikel 7; indien de werkgever de wedde eist, betaalt het Waalse Gewest aan de oorspronkelijke dienst de bezoldiging van het personeelslid van de Dienst, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug zoals berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Dienst in hun oorspronkelijke instelling, eventueel vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van het loon opschort, krijgt de betrokken persoon een jaarlijkse toelage in de plaats van de wedde, vermeerderd met de jaarlijkse toelage.

Art. 10. De personeelsleden van de Dienst Affectatie kunnen geen enkele andere bijkomende vergoeding krijgen dan de toelagen bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

Art. 11. Onverminderd artikel 10 krijgen de personeelsleden van de Dienst Affectatie kindergeld, geboortepremie, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarspremie en enige andere vergoeding tegen de percentages en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de diensten van de Regering.

Art. 12. § 1. De bepalingen voorzien voor de leden van het personeel van de Waalse ministeries en openbare instellingen op wie de statuten van de ambtenaren van het Gewest van toepassing zijn inzake verblijf- en rondreiskosten voortvloeiende uit dienstreizen en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn van toepassing op de personeelsleden van de Dienst Affectatie.

§ 2. Er kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten verleend worden aan de personeelsleden van de Dienst Affectatie, ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld met verwijzing naar de vergoedingen voorzien bij artikel 21, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001; het bedrag van de vergoeding beantwoordt aan :

- a) de vergoeding van een adviseur voor de directeur;
- b) de vergoeding van uitvoerend personeelslid voor de andere personeelsleden van de Dienst Affectatie.

De vergoeding is verschuldigd per maand, op het einde van de termijn en kan in geval van deeltijdse arbeid pro-rata temporis worden uitbetaald.

De vergoeding wordt enkel verleend indien het ambt waaraan hij verbonden is, tijdens één en dezelfde maand gedurende meer dan vijf dagen wordt uitgeoefend.

De vergoeding blijft behouden tijdens afwezigheden die niet langer duren dan vijf dagen tijdens één en dezelfde maand.

Indien de vergoeding niet verschuldigd is voor de volle maand, wordt ze prorata temporis uitbetaald naar rato van één dertigste van het maandbedrag per dag.

Art. 13. De toelage bedoeld in artikel 7 wordt maandelijks na afloop van de termijn betaald. De maandelijks toelage is gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag. Indien de maandelijks toelage niet volledig verschuldigd is, wordt hij in dertigsten betaald, overeenkomstig de regel voorzien bij het geldelijk statuut van het personeel van de Ministeries.

Art. 14. Er wordt delegatie verleend aan de kabinetschef van de Minister van Ambtenarenzaken om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van programma 01 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van de personeelsleden van de Dienst Affectatie.

Art. 15. § 1. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten is belast met de administratieve bijstand in personeelszaken voor de Dienst en met de afhandeling van de wedden, vergoedingen en toelagen die worden toegekend aan de personeelsleden van de Dienst Affectatie.

§ 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur en die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van programma 01 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan de personeelsleden van de Dienst Affectatie.

Art. 16. Voorvermelde bepalingen hebben niet als gevolg de ontheffing van de eerste ordonnateur uit zijn macht om alle uitgaven bedoeld in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 17. Het Ministerie van het Waalse Gewest stelt de logistiek, de lokalen, de kantoren en het meubilair die nodig zijn voor de goede werking van de cel, ter beschikking van de Dienst.

De informatica-uitrusting wordt ter beschikking van de Dienst gesteld.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het houdt op uitwerking te hebben twee jaar na inwerkingtreding ervan

Art. 19. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL